

PRÉFÈTE DE DORDOGNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Nouvelle Aquitaine

Périgueux, le 08 décembre 2025

Unité bi-départementale Dordogne et Lot-et-Garonne

N/REF : DiPa/UbD24-47/242/2025
N° AIOT: 52-3129
Affaire suivie par : Didier PAGES
Tél : 05 53 02 65 82

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES**

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement
Modification des conditions d'exploitation de la carrière de Moulin-Neuf.

REF. : Demande d'examen cas par cas valant porter-à-connaissance en date du 8 août 2025.

Par courriel, la société Carrière de Thiviers a transmis à Madame la Préfète et à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance d'un projet de modification, portant sur la prolongation de l'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires exploitée sur le territoire de la commune de Moulin-Neuf.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification et propose les suites à donner.

1 - PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

1.1. Le site

Commune	Moulin-Neuf
Lieux-dits	"Les Bouygeas ", "Gorre", "Claud Vieux" et "Les Chaumes"
Matériaux extraits :	Matériaux alluvionnaires
Extraction :	Ciel ouvert
Régime administratif :	Arrêté préfectoral n°PELREG-2017-07-21 du 31 juillet 2017 autorisant le renouvellement et l'extension d'une carrière de matériaux alluvionnaires, pour une durée de 8 ans et une production maximale de 135 000 t.

1.2. La société

Nom de la Société : CARRIERES DE THIVIERS

Forme Juridique : Société Anonyme à Directoire

Capital : 226 310,00 €

Adresse du siège social : 57 Rue Pierre Charron 75 008 PARIS

N° SIRET : 30839335400011

Code APE : 0812 Z

Signataire de la demande :

- Nom : OTERO
- Prénom : Xavier
- Qualité : Président du Directoire

La société CARRIERES DE THIVIERS est autorisée à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire communal de Moulin-Neuf aux lieux-dits "Les Bouygeas ", "Gorre", "Claud Vieux" et "Les Chaumes" selon l'Arrêté Préfectoral du 31/07/2017, pour une durée de 8 ans.

Le site se situe en partie Ouest/Sud-Ouest du département de la Dordogne, en limite du département de la Gironde. Elle se trouve à 55 kilomètres environ à l'Ouest de l'agglomération de Périgueux, et 35 km environ à l'Est de Libourne (33).

Ce site d'exploitation s'étend en partie ouest de la commune de Moulin-Neuf, à une distance comprise entre 800 m et 1,5 km environ au Sud-ouest du centre-bourg.



Les activités exercées par la S.A. Carrières de Thiviers sur ce site de Moulin-Neuf concernent actuellement :

- l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de formations meubles alluviales sablo-graveleuses ;
- le traitement des matériaux extraits par une installation de lavage concassage- criblage ;
- diverses activités et équipements connexes (bureaux, atelier, stockage de produits et matériaux...) ;
- une activité connexe : l'accueil de matériaux inertes extérieurs à usage de remblai.

2 - PRÉSENTATION DU PROJET DE MODIFICATION

Le dossier contient une demande de prolongation de deux ans de l'autorisation d'exploiter, afin de pouvoir procéder à la remise en état conformément à l'arrêté d'autorisation.

2.1 Motivation de la demande

La société a porté à la connaissance plusieurs éléments :

- mauvaises conditions météorologiques des années 2023 et 2024 notamment qui ont empêché l'accès au gisement,
- le remblaiement de la dernière phase n'a pu se dérouler comme prévu dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter de 2017.

2.2 Description du projet

Prolongation d'activité

Depuis l'arrêté de 2017, le site a été exploité conformément à son autorisation. Cependant, en raison d'une année 2024 particulièrement excédentaire en eaux météoriques, la remise en état n'a pas pu être menée dans les délais.



Local pompe inondé – hiver 2024/2025

A ce jour, les dernières tonnes ont pu être extraites au mois de juin, une fois les niveaux d'eau redescendus. En revanche l'impossibilité d'accéder aux terrains pendant plusieurs mois a entraîné un décalage entre la fin d'extraction et le réaménagement.

De plus, il n'était pas possible de poursuivre les accueils de matériaux inertes sans pouvoir les intégrer au réaménagement par manque de place de stockage de transit.

Le volume manquant pour finir de réaménagement est d'environ 100 000 m³. Ce volume correspond donc à 2 ans d'accueil.

	Arrêté 21/07/2017	Situation à fin juin 2025	Situation projetée à fin 2027
Tonnage extraction	230 000 t /an Soit : 1 150 000t	100% Totalité de l'extraction réalisée	-
Tonnage remblaiement	50 000 m ³ Soit 280 000 m ³ sur la durée d'autorisation	180 000 m ³ reçus	100 000 m ³ restant à recevoir Soit 50 000 m ³ /an

Tableau 5 : Volumes exploités et traités

2.3 Le projet et ses incidences

2.3.1 Modification de l'arrêté d'exploitation en vigueur

Les éléments présentés dans le dossier montrent la nécessité de prolonger la durée d'exploitation de la carrière afin de permettre le réaménagement final du site d'extraction. Pour rappel, la demande concerne une prolongation de 2 ans.

Cette demande de modification n'entraîne pas de modification de l'emprise de la carrière, de la zone exploitable, et de la production maximale. Les conditions d'exploitation et de réaménagement en vigueur restent inchangées.

Les modifications sollicitées ne génèrent ni une nouvelle activité permanente, ni une extension de capacité vis-à-vis des seuils des actuelles rubriques de la nomenclature ICPE ou IOTA autorisées, ni une extension de surface de l'installation.

2.3.2 Actualisation des garanties financières

La garantie financière doit assurer, à tout moment de la phase d'exploitation considérée, une couverture des dépenses de fermeture du site dans le cas d'une cessation d'activité de l'exploitant. Les garanties financières seront mises à jour dans le cadre du présent dossier. Il sera considéré une date de fin au 31 juillet 2027.

3 - EXAMEN RÉGLEMENTAIRE DE LA DEMANDE

3.1 Cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Les modifications concernent la prolongation d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire communal de Moulin-Neuf en Dordogne.

Pour les projets susceptibles d'affecter l'environnement, le code de l'environnement prévoit une évaluation environnementale de façon systématique ou après examen au cas par cas. La liste des projets concernés figure dans le tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

Le projet présenté par la société Carrières de Thiviers n'est pas soumis à examen au cas par cas.

3.2 Examen dossier Porter à Connaissance

Dans le Porter à Connaissance, l'exploitant a transmis les éléments permettant d'apprécier les dangers ou inconvénients que la modification occasionne pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'analyse de la conformité de cette modification vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières montre que les dispositions/aménagements du projet respecteront les prescriptions ministérielles.

4 - RÉFÉRENCES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR LES MODIFICATIONS DES ICPE SOUMISES À AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, qui stipule notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »

Il convient de considérer une modification comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14 susvisé, si elle satisfait à au moins l'une des trois situations fixées par l'article R. 181-46.I du code de l'environnement rappelées ci-dessous : *« la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

*1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle **évaluation environnementale** en application du II de l'article R. 122-2*

*2° Ou atteint des **seuils quantitatifs et des critères** fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement*

*3° Ou est de nature à entraîner des **dangers et inconvénients significatifs** pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 »

5 - CARACTÈRE SUBSTANTIEL OU NON DE LA MODIFICATION

Le projet de modification présenté par la société ne constitue pas :

- une nouvelle activité permanente,
- une extension de capacité, dans la mesure où le tonnage maximum annuel n'est pas modifié,
- Une extension géographique au-delà des limites du périmètre des ICPE du site.

La modification est essentiellement due au fait qu'une partie des parcelles exploitées n'ont pas été remises en état pour les raisons évoquées supra. La prolongation de 2 ans de l'autorisation

permettra de finir la remise en état conformément à l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 31/07/2017.

Au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, l'inspection considère que le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact. En conséquence, la modification ne peut être considérée au sens du R 181-46-I susvisé substantielle pour ces motifs.

Le projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière présenté par la société Carrières de Thiviers n'est pas soumis à évaluation environnementale et relève de l'article R. 181-46 II du code de l'environnement.

6 - AVIS DE L'INSPECTION

Un projet arrêté complémentaire a été transmis à l'exploitant par courriel du 14/10/2025. L'exploitant n'a pas d'observation particulière à formuler.

Une visite du site a été réalisée avec l'exploitant le 29 juillet 2025 dans le cadre de ce projet de modification d'exploitation afin de valider les prescriptions du projet d'arrêté complémentaire.

7 - PROPOSITION DE L'INSPECTION

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas de nature substantielle.

Il apparaît cependant nécessaire d'adapter l'autorisation environnementale délivrée le 31 juillet 2017 par un arrêté préfectoral complémentaire notamment pour actualiser le montant des garanties financières. De plus, dans le but de simplifier l'acte administratif d'autorisation, le projet d'arrêté modifie l'article 1.2.2 « situation de l'établissement », afin de mettre à jour le tableau parcellaire suite à la cessation d'activité partielle de juin 2021 (PV de récolement du 2/06/2021).

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe.

L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète d'acter la modification non substantielle et d'encadrer celle-ci par l'arrêté préfectoral ci-joint.

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Vérifié et validé
Pour le Directeur, par délégation
Le chef de l'unité bi-départementale

L'inspecteur de l'environnement

A blue ink signature, appearing to be 'Didier PAGES', written in a cursive style.

Didier PAGES